situation qui régnait dans l'île. Pendant mon séjour à Genève, j'ai eu l'occasion d'entrer dans les détails de cette question au cours de pourparlers avec M. Erkin, ministre des Affaires étrangères de la Turquie, qui, au nom de son pays, avait exprimé la satisfaction que lui causaient la création de la force et la participation du Canada. J'ai aussi profité de mon voyage à Genève pour aborder certains aspects de notre participation avec un ministre du gouvernement grec; je suis heureux de dire au comité que, dans une certaine mesure, le gouvernement grec a exprimé sa satisfaction et sa gratitude. Tous les organismes officiels de l'île, comme ceux de Grèce et de Turquie intéressés de quelque façon au maintien de l'ordre, appuient donc la création de cette force des Nations Unies.

Pour compléter mon récit, j'ajouterai que lorsque le ministre de l'Industrie se trouvait à Athènes, l'autre jour, pour assister aux obsèques du roi de Grèce, il a accepté ma proposition et discuté de l'affaire avec le ministre des Affaires étrangères de Grèce. C'était avant la mise sur pied du contingent. Je lui en sais gré car, par suite de cette discussion, nous avons pu prendre les mesures qui ont abouti à notre décision.

Je me rends compte, monsieur le président, que les Canadiens s'intéressent au fonctionnement de la force de l'ONU. Jamais je ne prendrais ombrage des questions dont pourraient faire l'objet les directives données à la force des Nations Unies ou le mandat qui lui a été confié, non par le Canada mais par les Nations Unies. En nous joignant à cette force, nous avons admis que nous appartenions à un organisme des Nations Unies. Mon premier entretien avec le général Gyani m'a donné l'impression que le commandant de la force des Nations Unies est, de toute évidence, un militaire de grande valeur. Je suis sûr qu'il est en outre un homme sage, conscient du rôle délicat qui lui a été confié, et qu'il s'acquittera de ses responsabilités de façon à permettre à la force des Nations Unies d'essayer de maintenir la paix dans l'île.

Les attributions de la force diffèrent de celle d'un médiateur. Aux termes de la résolution du Conseil de sécurité, il n'y a aucun rapport entre les deux, sauf celle qui est évidente et qui n'est pas d'un caractère juridique. La force des Nations Unies est un corps de police dépêché à Chypre par les Nations Unies en vue d'y maintenir l'ordre. Ce sera la tâche d'un médiateur de faire tout ce qu'il peut pour atténuer le différend regrettable, tragique, qui divise les deux collectivités. Nous avons encore des problèmes, et l'on ne s'attend pas que j'en révèle la nature. Ce que nous voulons tous, c'est une force qui maintiendra l'ordre, et je ne voudrais pas ajouter aux problèmes de la force de paix des Nations

Unies de quelque façon que ce soit, par suite de mes observations ou des réponses que je pourrais faire. Je rappelle simplement au comité que le mandat et les directives qui ont été donnés sont, à notre avis, de nature à permettre à la force de s'acquitter de ses obligations aussi efficacement que la conjoncture dans l'île le permettra; et jusqu'à présent, ils ont permis la collaboration la plus entière et la plus efficace de la part de cette force.

Quant à l'accord sur le statut de la force, il n'a pas encore été conclu, mais le procureur général de Chypre a pleinement assuré au Secrétaire général que nous pouvions compter sur un accord comme celui qui est intervenu à propos de la force des Nations Unies au Congo. On se souviendra qu'on avait mis environ trois mois et demi avant de conclure cet accord.

Enfin, qu'il me soit permis de répondre à mon honorable ami que la présence des Nations Unies, par l'entremise de ces troupes, s'imposait. En outre, tout ce que je sais de la situation me convainc que la participation du Canada est indispensable. Je suis persuadé que, si le Canada n'avait pas pris la décision qu'il a prise, nous aurions pu faire face à une situation beaucoup plus grave—et je n'en dirai pas davantage. En guise de conclusion, je dirai que le geste du Canada reste fidèle à la tradition qu'il a conservée sous tous ses gouvernements à l'égard de l'obligation des Nations Unies de maintenir la paix.

Le mode de financement n'est pas satisfaisant, il s'en faut. Comme l'a signalé le très honorable représentant l'autre jour, il se peut fort bien que nous ayons créé là un fâcheux précédent. J'ose croire que non. Avant de considérer ce financement exigé par les circonstances comme un précédent, il faudrait peut-être se rappeler les dispositions financières établies à propos d'une mission de moindre importance mais fort recommandable, la mission d'observation à laquelle le Canada participe actuellement au Yémen.

Le mandat de cette force armée à Chypre doit prendre fin trois mois après le jour où cette force est devenue opérationnelle; elle l'est depuis six jours. A ce moment-là, en vertu de la résolution du Conseil de sécurité, la force devra cesser son activité, à moins qu'entre-temps le conseil de sécurité n'ait renouvelé le mandat du secrétaire général.

J'aime à croire que la situation à Chypre se sera améliorée à ce moment-là. Rien ne m'autorise à penser qu'elle peut s'améliorer ou qu'elle s'améliorera suffisamment pour assurer le retrait de la force. Les Nations Unies, malheureusement, auront alors à faire face à une situation analogue à celle qui existait